

2 Politique

Présentation des vœux au chef de l'État

Ali Bongo Ondimba : " il est temps que les esprits s'apaisent "

J.K.M

Libreville/Gabon

Résolument optimiste, le chef de l'État a appelé au rassemblement.

RITUEL républicain, la cérémonie de présentation des vœux au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et à son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, s'est déroulée, hier, au palais de la présidence de la République. Cette manifestation, la première du genre du second septennat d'Ali Bongo Ondimba, a revêtu une importance particulière. Adressant ses vœux aux membres du gouvernement, institutions de la République (Sénat, Assemblée nationale, Cour constitutionnelle, Cors judiciaire, Conseil national de la communication, Conseil économique et social, Conseil national de la démocratie), aux membres du Conseil municipal de Libreville, des organisations syndicales des travailleurs, du patronat et des confessions religieuses, le chef de l'État a affirmé sa détermination à tourner définitivement la page de l'année



Ali Bongo Ondimba : " il est temps que les esprits s'apaisent".

Photo : Ollomo

2016 en invitant l'ensemble des Forces vives de la Nation à l'apaisement. " *Il est temps que les esprits s'apaisent*", a clamé le numéro un gabonais. D'autant plus que, a-t-il laissé entendre, l'année qui vient de s'achever aura été particulièrement "tumultueuse et difficile" à plusieurs égards. Sur le plan politique, l'élection présidentielle s'est transformée en une véritable "ode politique à la violence". Plusieurs acteurs s'en sont servi "pour diviser le corps social, s'en prendre aux institutions de la République, aux personnes et aux biens".

Sur le plan économique, la crise, caractérisée par la chute des cours du baril de pétrole, aura été particulièrement rude. Qu'à cela ne tienne, le chef de l'État a invité les uns et les autres au rassemblement en s'érigeant en véritable rempart contre tous ceux qui seraient tentés de déstabiliser, de quelque manière que ce soit, notre vivre-ensemble. D'autant que "il n'y a aucun futur dans la violence et la confrontation gratuites". Et que la seule voie qui vaille pour bâtir le nouvel "édifice institutionnel" est celle du dialogue. D'où sa volonté d'organiser un dia-

logue national sans tabou. Des assises devant permettre d'adapter notre système institutionnel à l'évolution de notre société. " *En 2017, nous devons nous rassembler. Nous ne pouvons plus continuer sur la voie de la division et de la haine. Ensemble, nous pouvons faire des grandes choses. Les différences, nous les surmonterons. Les obstacles, nous les franchirons*", a-t-il lancé. Un véritable message d'optimisme et d'espoir adossé à sa volonté d'astreindre l'action du gouvernement à une obligation des résultats, et au respect de l'État de droit.

De fait, a indiqué Ali Bongo Ondimba, " *le gouvernement est attendu non seulement sur les résultats du plan de relance économique, mais également sur les actions concrètes concernant l'assainissement des finances publiques, notamment la lutte contre la prévarication. Ce assainissement, au-delà du gouvernement, requiert l'investissement de tous ceux qui, dans notre pays, sont investis par la charge de faire respecter l'application des lois et punir ceux qui se plaisent à s'y soustraire*".

Dans cette optique, le chef de l'État a mis en garde tous ceux qui se complaisent " *à compromettre gravement l'action publique*". Le moment venu, a-t-il prévenu, ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ce qui ne saurait être assimilé à une quelconque vengeance ou règlement de compte. Vu que, a-t-il clamé,

" *il n'y aura pas de chasse aux sorcières*". C'est dire que l'institution judiciaire devra s'affranchir de certaines pesanteurs obérant son action. D'où, a indiqué Ali Bongo Ondimba, son souhait qu'on lui soumette, dans les délais les plus raisonnables,

un projet de loi de programmation judiciaire.

Dans la foulée, le chef de l'État a exprimé aux partenaires sociaux sa volonté à préserver les acquis et à initier certaines réformes nécessaires préconisées par le patronat, afin de mieux faire face à la crise économique actuelle. Quoiqu'il en soit, a précisé le chef de l'État, notre pays s'est préparé au mieux à cette situation en engageant un processus de diversification de son économie.

S'agissant de la 31e édition de la Coupe d'Afrique des nations, compétition que notre pays abritera du 14 janvier au 5 février prochain, le président de la République a été on ne peut plus clair : tout est fin prêt pour que la compétition et les festivités soient à la hauteur d'une grande fête sportive africaine. Tout en émettant le vœu que Pierre Eméric Aubameyang remporte le prochain ballon d'or africain. Avant d'inviter les uns et les autres à être moins égoïstes, en pensant résolument à leurs compatriotes vulnérables confrontés aux vicissitudes de l'existence.

Consolider l'Etat de droit

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a reçu, hier après-midi, au palais présidentiel, les vœux du gouvernement, des corps constitués, de la mairie de Libreville, et des Organisations syndicales, patronales et des Confessions religieuses. Au cours de cette cérémonie, quatre points principaux ont retenu l'attention des différents intervenants. A savoir : la consolidation de l'Etat de droit, l'évolution de la vie politique, les questions économiques et l'organisation dans notre pays de la CAN 2017.

Le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet a, d'entrée, rappelé sur les mesures déjà prises, et à prendre pour relancer de manière significative l'économie nationale victime d'une crise sans précédent. " *Malgré une conjoncture défavorable, nous n'avons pas baissé les bras dans la mise en route de nos projets prioritaires. La réforme de l'État se poursuit, la maîtrise de la masse salariale est l'une de nos priorités. La collecte des recettes est iné-*



Discours du Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet ...

Photo : P.P/ Gildas Mouniérou

luctable. S'agissant des infrastructures, les travaux routiers se poursuivent sur l'ensemble du pays. La gouvernance économique et sociale s'est notablement améliorée avec pour objectif le bien-être des populations", a-t-il indiqué. Concernant la transformation de l'économie gabonaise, le chef de gouvernement a insisté, une fois encore, sur la nécessité d'assainir le cadre budgétaire et macro-économique du pays, tout en mettant un accent particulier sur le développement du programme Graine, et la

relance du chantier de l'Île Mandji, entre autres. La lutte contre la corruption n'a pas été en reste. Ainsi, désormais, a indiqué Emmanuel Issoze Ngondet, " *nous allons, avec fermeté, combattre la corruption et traduire devant les juridictions compétentes les coupables*". La réhabilitation des unités de santé du pays, la construction sur deux ans de nouvelles écoles sur l'ensemble du territoire, financés à hauteur de 33 milliards de francs, sont des priorités majeures du gouvernement. Les présidents des deux



... et du maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda .

Photo : P.P/ Gildas Mouniérou

Chambres du parlement et du Conseil national de la démocratie (CND) on salué, pour leur part, l'initiative du président Ali Bongo Ondimba de réunir toute la classe politique nationale autour d'une table lors du prochain Dialogue national qui pourrait avoir lieu au mois de février. " *Nous accueillons chaleureusement votre initiative de Dialogue M. le président (...). Renversons les murs de la haine et de l'intolérance pour en faire des ponts*", a indiqué la présidente du Sénat Lucie Milebou Aubusson. " *Vous devez défendre, M. le prési-*

dent, les valeurs qui fondent notre République en prêtant attention aux préoccupations de tous les Gabonais sans distinction aucune", a déclaré Richard-Auguste Onouvié, le président de l'Assemblée Nationale. La présidente de la Cour Constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo s'est, quant à elle, appesantie sur l'Etat de droit " *qui doit s'affirmer comme une valeur et une préoccupation de tous les jours*". De son côté, le président du Conseil d'Etat, Martin Akendengue, a souhaité que le Corps judiciaire re-

trouve un climat apaisé et s'engage vers la voie de vraies réformes. S'agissant du nouveau code de la communication, le président du CNC, François Ndongou, a salué cette "grande" avancée qui " *dépénalise désormais les délits de presse*". Georgette Koko a, elle aussi, plaidé pour le renforcement de l'Etat de droit dans notre pays. Le maire de la commune de Libreville, Rose-Christiane Ossouka Raponda, au nom des collectivités locales, s'est dit heureuse de voir notre pays abriter la CAN 2017, un " *événement qui va rassembler la jeunesse africaine autour d'un idéal commun*".

Jean-Bernard Boumah, représentant le patronat, a invité le gouvernement à soutenir l'investissement et à se pencher sur l'épineux problème de la dette. Joël Ondo Ella, pour le compte des organisations syndicales a pour sa part invité les pouvoirs publics à signer un pacte républicain avec comme pour acteurs principaux le gouvernement, le patronat et les travailleurs. Enfin, Monseigneur Basile Mve Engone a exhorté les autorités à reformer les institutions dans le fond et dans la forme " *et ce, afin d'éviter des crises que nous connaissons actuellement*".